



Motion du CSAL **du 9 janvier 2024**

Depuis plus de 22 ans notre administration détient un bien triste record au sein de la fonction publique : 35 000 suppressions d'emplois !

Les documents du CSAR emplois voudraient nous faire croire que le cycle infernal des suppressions d'emplois toucherait à sa fin. La Direction Générale y est allée de son envolée lyrique en soulignant le caractère HISTORIQUE (rien que ça !) du PLF 2024 + 148 emplois. Derrière ces chiffres flatteurs, il y a clairement tromperie.

En effet, les transferts d'emplois ne minorent pas les suppressions d'emplois, car ils correspondent à des transferts de charges le plus souvent sous-estimées : transfert de la taxe d'urbanisme, des taxes douanières,...

Mais la réalité est tout autre dans le réseau avec des conditions d'exercice des missions qui se dégradent continuellement dans tous les services.

Si l'on met à part la situation exceptionnelle issue de la création du Centre de contact à Carpentras, la DDFiP de Vaucluse va supprimer 12 emplois au titre du PLF 2024.

Pour rappel la barre des 200 emplois supprimés a été dépassée cette année : triste record !

Face aux collègues du SIP Sud Vaucluse venus exprimer leur ras-le-bol en décembre dernier, votre seule réponse monsieur le président fût : il faut prioriser les taches, mais lesquelles ? Et selon quelles directives ?

Cette année encore les SIE, SIP, SPFE, SGC, trésorerie hospitalière de Carpentras et la Pairie Départementale vont encore en payer un lourd tribut .

À posteriori, vous validez l'analyse de la CGT sur le NRP : en plus d'un outil de destruction de notre réseau, c'est aussi une machine à supprimer les emplois.

La CGT FP 84 tient à dénoncer cette nouvelle curée purement dogmatique, mortifère pour nos missions et nos conditions de travail.

La CGT FP 84 exige l'arrêt des suppressions d'emplois et la création d'emplois statutaires à hauteur des besoins !

Pour ces raisons les élus CGT ne siégeront pas à ce CSAL.